

Compte-Rendu du Conseil Municipal du 9 juillet 2009

Nombre d'élus : 23

En fonctions : 23

Présents : 19

Sous la présidence de M. STRAUB, Maire

Etaient présents: Mmes GAUGIN - PALUCCI - MAHIEU - M. NAVROT - DHIOS - NICOLAY Adjoints.

Mmes HERZHAUSER - PATRICOLA - CUSUMANO - ANDRE - FLORI - ANTOINE
M. PERRET - BRABLE - KAUFFER - VINCENT - QUINIO - TISON - Conseillers.

Absents excusés : Mme DILLER → procuration à Mme FLORI
M. CORTINA → procuration à M. BRABLE

Absents : M. LORANG - M. OMINETTI

Date d'envoi de la convocation : 3 juillet 2009

Secrétaire de séance : Madame FLORI

Ordre du Jour

1. Approbation compte rendu du conseil municipal du 26 mai dernier
2. Remplacement du sol du tennis : demande de subvention à la région
3. Aménagement Zone 20 : demande de subvention au titre des amendes de police
4. Panneau d'information lumineux : nouveau contrat de maintenance
5. Contrat TRANSDEV
6. Participation de la commune aux frais de trajet des écoliers de Scy Haut
7. Animations estivales : décision à intervenir
8. Festival de Musiques sur les Côtes : convention 2009
9. Personnel communal – Modification du tableau des effectifs
10. Bibliothèque : subvention communale
11. Onde verte sur la RD 603 à Moulins les Metz : participation de la commune – décision à intervenir
12. Animations Estivales : recrutement des animateurs occasionnels
13. Droit de préemption urbain
14. Divers et Informations

1) APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL 26 MAI 2009

Aucune observation n'ayant été formulée, le compte rendu du Conseil Municipal du 26 mai 2009 est approuvé.

2) REMPLACEMENT DU SOL DU TENNIS – DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

Monsieur NICOLAY informe le Conseil que dans le cadre des manifestations du bicentenaire de la réunification des villages de Scy et de Chazelles, un concert sera donné (50 musiciens en tenue napoléonienne). Environ 500 personnes sont attendues. La commune ne possédant pas de salle suffisamment grande pour accueillir ce type de manifestation, le court couvert de tennis s'y prête parfaitement.

Le problème de la protection du sol lors de cette manifestation s'est alors posé. Le revêtement actuel qui date de l'origine de la construction de la structure (plus de 20 ans) est très abîmé et devra être remplacé. Cependant, ces travaux ne seront entrepris que courant 2010. il a donc été décidé de protéger le sol. Contact a été pris avec la Mairie de Metz qui met gracieusement à notre disposition le matériel nécessaire.

Le Tennis Club a donc demandé à la Commune la possibilité pour celle-ci de le prendre en charge pour 2/3, le tiers restant étant payé par le Club. Monsieur NICOLAY rappelle que le Club compte 120 adhérents dont 60 % de Sigéo-castellois. En outre, il accueille chaque année « en stage » des enfants de l'école primaire dans le cadre d'une convention passée avec l'école Bernard Rabas.

Des devis ont été demandés aux entreprises pouvant fournir cette prestation :

- | | |
|--|-----------------|
| → TENNIS CHEM Industries propose le remplacement de la moquette pour | 27 503.92 € HT. |
| → COTENNIS a fait parvenir une proposition pour | 24 982.80 € HT. |

Les travaux seront entrepris dans le courant de l'année 2010.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte de prendre en charge 2/3 du coût des travaux de remplacement du sol du court couvert, soit $27\,503,92 \times 2/3 = 18\,335,95$ €

sollicite une subvention de Monsieur le Président du Conseil Régional à hauteur de 30 % de la dépense subventionnable à la charge de la Commune

précise que la part non subventionnable sera prise sur les fonds propres de la Commune.

Adopté à l'unanimité.

3) AMENAGEMENT ZONE 20 – DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICE

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire rappelle au Conseil que lors de la dernière réunion, celui-ci a décidé d'aménager 3 zones dites « Zones de rencontre » où les véhicules motorisés seront limités à 20 km/h.

Des devis ont été demandés pour la mise en place de la signalétique réglementaire. Le moins disant est le devis de la société SES qui s'élève à 7 883.74 € TTC pour 8 ensembles avec film antigraffiti (panneaux + supports).

La commune peut bénéficier d'une subvention au titre des amendes de police (environ 30 % des dépenses subventionnables HT). Toutefois, ce dossier ne sera traité qu'en 2010, En effet, l'enveloppe 2009 a déjà été attribuée, les dossiers se déposant en tout début d'année.

M. le Maire propose donc de constituer le dossier et de demander au Conseil Général une autorisation de démarrage anticipée des travaux. Celle-ci pourra être vue en commission fin juillet. Il précise que la pose de ces panneaux se fera cette année uniquement si le Conseil Général donne cet accord. Il insiste sur les innombrables mesures de sécurité qui ont été prises par la Commune depuis 15 ans.

M. NICOLAY trouve que c'est dommage dans la mesure où la création des zones a été votée en mai dernier.

M. QUINIO rappelle que lors du dernier Conseil lorsque la décision de créer des zones 20 avait été prise, il avait souhaité que ces aménagements soient un premier pas vers la remise en question du plan de circulation dans le vieux village. Il souhaite également que, pour une meilleure esthétique, des panneaux de petites dimensions soient choisis.

M. DHIOS informe que la Commune s'est rapprochée du Conseil Général afin d'étudier avec lui la possibilité de réduire la vitesse route de Lessy et route de Longeville.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **décide** de demander une subvention au titre des amendes de police pour la pose de panneaux signalétiques dans le cadre de l'aménagement des 3 « zones 20 ».

❖ **demande** au Conseil Général de bien vouloir autoriser la Commune à entreprendre ces aménagements avant l'octroi de la subvention.

Adopté à l'unanimité.

4) PANNEAU D'INFORMATION LUMINEUX – NOUVEAU CONTRAT DE MAINTENANCE

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY informe le Conseil que la société FA TECHNOLOGY chez qui la commune a acheté le panneau lumineux, a été intégrée au groupe LUMIPLAN. Ces 2 sociétés forment depuis le 1^{er} juillet 2008 la société LUMIPLAN VILLE.

La société propose donc à la commune un contrat d'entretien et de maintenance de notre panneau d'information qui diffère du contrat d'origine promis par FA TECHNOLOGY

Contact a donc été pris avec le responsable qui a fourni plus amples explications quant à la différence de prix. Il faut préciser que le contrat proposé intègre les prestations maximales et qu'il est possible de les modifier afin de réduire le coût.

Contrat proposé :

Suivi à court terme :

- dépannage de tous les dysfonctionnements éventuels (hormis actes de vandalisme et accidents) sur simple appel, dans un délai n'excédant pas 48 heures, même si une limite de 5 jours est stipulée dans le contrat.
- Télémaintenance quotidienne qui permet de faire un suivi et d'assurer une intervention rapide de nos agents lorsqu'un défaut est constaté.
- Nettoyage extérieur mensuel

Suivi à moyen terme :

- Visites systématiques préventives (deux visites par an) comprenant outre la vérification de tous les organes, le nettoyage intérieur des faces-avant.

Suivi à long terme :

- Maintien à l'état neuf de votre panneau : réfection des organes usagés, selon vétusté (réfection peinture, changement afficheurs, face-avant....)

Coût de la prestation : 2 890 € HT.

Monsieur NICOLAY précise que l'on peut réduire le coût en effectuant nous mêmes le nettoyage extérieur du panneau (cela revient à 35 € par face soit $420 \text{ €} \times 2 = 840 \text{ €}$) et en prenant un contrôle sur site annuel et non semestriel soit environ 300 € en moins. Le tout ferait une économie de 1 140 € HT pour un coût total $2\,890 - 1\,140 = 1\,750 \text{ € HT}$.

Le contrat serait conclu pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} juillet 2009 et renouvelable par tacite reconduction d'année en année. La facturation se fera semestriellement au 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année.

Le contrat initial promis prévoyait que la garantie et la maintenance reviendraient après 24 mois à 7 % du coût d'achat soit $16\,944 \text{ € HT} \times 7\% = 1\,187 \text{ € HT}$. Toutefois, après de nombreuses relances de notre part aucun contrat n'a été transmis par la société FA TECHNOLOGY

M. QUINIO demande que soit précisée dans le contrat une clause de non respect des délais qui imputerait à la société des pénalités par jour de retard.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

autorise le Maire à signer le contrat avec le coût réduit comme susdit.

Adopté à l'unanimité.

5) CONTRAT TRANSDEV

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE précise que ce point a été étudié en réunion de bureau élargie. Elle rappelle que la Communauté de Metz Métropole vient de porter à notre connaissance la mise en place d'un horaire de desserte supplémentaire en fin de matinée de la navette qui assure la ligne 105.

Tous les horaires de la navette coïncidant dorénavant avec les heures d'ouverture et de fermeture des écoles, il a été proposé d'inviter les enfants de Scy-Haut à utiliser cette navette et donc de supprimer le transport scolaire assuré jusque là par la société TRANSDEV.

M. QUINIO demande quel est le coût annuel de cette prestation. Il est d'environ 15 000 € pour l'année 2008.

M. le Maire précise que la résiliation de ce contrat est une libération et une victoire tant écologique qu'économique. Ce service était une aberration. Il faut savoir que ce grand bus ne prenait en charge qu'une dizaine d'enfant tout au plus. La navette des transports en commun, quant à elle, repartait bien souvent vide à 13 h 30.

Depuis plusieurs années, la Commune cherchait une solution afin d'y remédier. En effet, lors de l'entrée de la Commune dans la CA2M en 2002, nous avons bénéficié du service des TCRM. Toutefois, un service manquait à 11 h 30. Ce passage a été maintes fois demandé mais il nous a été répondu que les transports publics ne pouvaient se substituer aux transports scolaires.

Cela est possible cette année car le Conseil Général s'est désengagé du service TIM, a demandé à Metz Métropole de prendre en charge une partie de ce service. A cette occasion, cette dernière a décidé de mettre en place une navette supplémentaire à Scy-Chazelles.

Cela est donc un nouvel effort en faveur du développement durable.

Le **Conseil Municipal** après en avoir délibéré,

accepte d'annuler le contrat TRANSDEV dès septembre au vu des conditions qui précèdent.

Adopté à l'unanimité.

6) PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX FRAIS DE TRAJET DES ECOLIERS DE SCY HAUT

Rapporteur : Madame ANTOINE

Mme ANTOINE rappelle que jusqu'à présent, les frais de transport scolaire des enfants de Scy Haut pour les écoles du bas du village étaient pris en charge intégralement par la commune.

En effet, l'école primaire se trouvait il y a 26 ans dans la salle actuelle du Conseil Municipal, en Mairie donc. Lors du regroupement, la Municipalité, en fonction avait donc décidé de mettre en place un transport scolaire « privé » payé intégralement par la Commune du fait de la gêne occasionnée par le déplacement des classes en bas du village.

Lors de la dernière réunion de bureau, il a été proposé que la commune prenne en charge 50 % des abonnements. Cette proposition concerne uniquement les enfants domiciliés dans le haut du village et inscrits au Groupe scolaire Bernard Rabas.

Les tarifs TCRM (hors prise en charge de la commune) sont les suivants :

- Abonnement mensuel : 27.50 €
- Abonnement annuel : 246 €

Mme ANTOINE précise que suite à la réunion de bureau, elle a reçu certains parents mécontents qui refusaient de payer le transport. Après l'entrevue et après avoir pris en compte les arguments des parents, elle propose à l'Assemblée de revoir la prise en charge de la commune à hauteur de 75 %, les parents étant favorables à cette option.

De nombreux parents étant venus assister au conseil, Monsieur le Maire propose une suspension de séance afin de leur donner la parole et demande à l'Assemblée de voter ce point après avoir entendu leur argumentaire.

Après échange avec les personnes présentes, la séance est ré-ouverte. Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir se prononcer sur ce point.

⇒ Mme ANTOINE qui était favorable à une prise en charge de 50 % revient sur sa décision et se dit favorable à une prise en charge de 75 % pendant 2 ans et propose de réduire cette prise en charge par paliers de 2 ans. Monsieur le Maire approuve l'option à 75 % mais ne désire pas envisager dès maintenant une réduction de cette prise en charge. M. NICOLAY et Mme GAUGIN sont également favorables à cette prise en charge de 75 %.

⇒ M. QUINIO s'inquiète en matière de jurisprudence car la participation de la commune pour les enfants du haut du village pourrait être également demandée par d'autres parents du village dont le domicile est aussi éloigné sinon plus éloigné de l'école B. RABAS.

⇒ M. le Maire précise que comme il est dit plus haut, cette proposition concerne uniquement les enfants domiciliés dans le haut du village. Il considère que le risque est minime.

⇒ Mme FLORI s'interroge sur le principe de gratuité de l'école. Monsieur BRABLÉ précise que cela ne s'applique pas aux trajets domicile-école. Chacun peut s'y rendre par ses propres moyens. C'est une réflexion sur le mode de vie et sur le mode de déplacement que chacun doit avoir, parents compris.

⇒ M. QUINIO précise que si, depuis 26 ans, la commune a pris entièrement en charge un transport scolaire privé, ce n'est pas un droit acquis et que le système peut changer.

M. le Maire demande à chacun de se prononcer pour l'année scolaire 2009/2010 sur les propositions suivantes :

⇒ **Prise en charge par la commune à hauteur de 75 % : 4 voix**
(M. le Maire - M. NICOLAY - Mmes ANTOINE et GAUGIN)

⇒ **Prise en charge par la commune à hauteur de 50 % : 9 voix**

(Mmes CUSUMANO - PALUCCI - DILLER - FLORI - HERZHAUSER - ANDRÉ - M. VINCENT - PERRET - DHIOS)

⇒ **Pas de prise en charge par la commune : 6 voix**

(Mmes MAHIEU - PATRICOLA - M. TISON - NAVROT - QUINIO - BRABLÉ)

⇒ **2 abstentions :**

(M. CORTINA et KAUFFER)

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

décide la prise en charge de 50 %.

7) ANIMATIONS ESTIVALES – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Madame GAUGIN

Mme GAUGIN propose à l'Assemblée de faire bénéficier le personnel municipal des tarifs accordés aux sigéo-castellois pour les animations estivales.

Elle précise que ce tarif sera accordé au personnel qui mettrait ses enfants ou petits enfants aux animations estivales ou les CLSH et ce, dans la limite des places disponibles.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

accepte d'appliquer le tarif des Sigéo-Castellois au personnel communal qui mettrait ses enfants ou petits enfants aux animations estivales ou au CLSH.

Adopté à l'unanimité.

8) FESTIVAL MUSIQUES SUR LES CÔTES – CONVENTION 2009

Rapporteur : Madame MAHIEU

Madame MAHIEU informe l'Assemblée que la 9^{ème} édition du festival « Musiques sur les Côtes » a pour thème 2009 « Voix si, voix la ».

Les concerts se dérouleront :

- Le jeudi 08 octobre à 20 h 30 en l'église Saint Gorgon de Lessy
- Le vendredi 09 octobre à 20 h 30 en l'église Saint Clément de Lorry-les-Metz
- Le samedi 10 octobre à 20 h 30 en l'église Saint Remi de Scy-Chazelles
- Le dimanche 11 octobre à 16 h en l'église Saint Brigide de Plappeville

L'entrée sera de 8 €. Le prix du pass pour tous les concerts de 16 euros. Gratuité jusqu'à 16 ans.

En cas de déficit, celui-ci sera réparti à parts égales entre les 4 communes. En cas de solde positif, celui-ci sera reporté sur l'année suivante.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

❖ **approuve** la convention à intervenir entre les communes de Lessy, Lorry-les-Metz, Plappeville et Scy-Chazelles.

❖ **autorise** le Maire à signer les documents afférents à cette manifestation.

Adopté à l'unanimité.

9) PERSONNEL COMMUNAL – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Monsieur NICOLAY

M. NICOLAY informe la Conseil que M. Dominique BORN, actuellement adjoint technique 2^{ème} classe aux Services techniques a passé avec succès un examen professionnel lui permettant d'accéder au grade supérieur soit Adjoint Technique 1^{ère} classe. Pour pouvoir le nommer dans ce grade, un avis a dû être demandé à la Commission Administrative paritaire. Celle-ci s'est réuni le 30 juin dernier et a émis un avis favorable.

Il convient donc de créer le poste d'adjoint technique 1^{ère} classe afin de nommer monsieur BORN. Il propose que la nomination soit effective au 1^{er} juin 2009 (examen satisfait mi-mai).

De plus, il rappelle que lors du Conseil du 31 mars 2009, il avait été décidé de passer le contrat de Mme ROUILLON de 15 h à 23 h par semaine (elle effectue depuis début janvier l'entretien d'une partie des locaux du primaire et depuis début avril l'entretien des ateliers). Son embauche avait été faite pour 6 mois et a pris fin le 4 juillet. Mme ROUILLON ayant donné entière satisfaction dans son poste, il a été décidé de l'embaucher en qualité de stagiaire au poste d'adjoint technique 2^{ème} classe pour 23 h par semaine.

M. le Maire félicite M. BORN et informe le Conseil que Mme ROSSEL vient également d'être reçue à l'examen professionnel d'adjoint administratif 1^{ère} classe.

M. NICOLAY demande à l'Assemblée de bien vouloir procéder à la modification du tableau des effectifs comme suit :

Tableau des effectifs au 1^{er} juillet 2009

GRADE	Nbre d'agents au précédent tableau des effectifs	Nbre d'agents au nouveau tableau des effectifs	Nbre d'agents en fonction
Directeur Général des services	1	1	1
Attaché	1	1	0
Adjoint Administratif 1 ^{ère} classe	1	1	1
Adjoint Administratif 2 ^{ème} classe	4	4	3
Brigadier	1	1	1
Agent de Maîtrise Principal	1	1	1
Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	1	1	1
Adjoint technique 1 ^{er} classe	0	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe	3	3	3
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 31h30	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 20 h	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 10 heures	1	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 15 heures	2	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe 23 h	0	1	1
Adjoint technique 2 ^{ème} classe non titulaire emploi occasionnel	4	4	4
Adjoint du Patrimoine 2 ^{ème} classe	1	1	1
Adjoint d'Animation 2 ^{ème} classe	3	4	4
Animateur	1	1	0
Agent spécialisé 1 ^{ère} cl. des écoles maternelles	3	3	3
Contrat d'Accompagnement à l'Emploi	4	5	5
TOTAL	34	36	34

Le **Conseil Municipal** après en avoir délibéré

décide de modifier le tableau des effectifs comme indiqué ci-dessus.

Adopté à l'unanimité.

10) BIBLIOTHEQUE – SUBVENTION COMMUNALE

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. le Maire rappelle à l'Assemblée que lors du vote du budget primitif 2009, il a été décidé d'attribuer une subvention de 5 722 € à la bibliothèque (2861 habitant x 2€). Un montant forfaitaire de 2 € par habitant est fixé par la convention qui lie la Commune et le Conseil Général.

Cette subvention est imputée au compte 6574 au même titre que les autres subventions accordées.

Il convient donc de prendre une délibération particulière.

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

confirme l'octroi d'une subvention de 5722 € à la bibliothèque.

Adopté par 19 voix (1 abstention – Mme DILLER qui ne prend pas part au vote par procuration)

11) ONDE VERTE SUR LA RD 603 A MOULINS LES METZ – PARTICIPATION DE LA COMMUNE – DECISION A INTERVENIR

Rapporteur : Monsieur le Maire

Monsieur le Maire informe le Conseil que Monsieur THEOBALD, Maire de Moulins les Metz a réuni le 19 juin dernier, les maires des communes membres du collectif pour le contournement de Moulins (Monsieur NICOLAY y assistait également) afin de présenter une étude du Conseil Général démontrant la possibilité d'une amélioration sensible des conditions de circulation en procédant au réaménagement de deux carrefours ainsi qu'à l'installation d'un système électronique de coordination du fonctionnement des feux tricolores. (onde verte)

Le coût estimé des travaux sera de 86 838 € TTC. La commune de Moulins, maître d'ouvrage de cette opération a obtenu du Conseil Général une subvention au titre des amendes de police d'un montant de 21 000 €. Reste donc à la charge de la commune de Moulins la somme de 65 838 € TTC.

M. THEOBALD a donc demandé aux communes de bien vouloir lui faire connaître les conditions de leur participation au financement de cette opération sachant que cette opération devrait être profitable à la sécurité des usagers de ces communes.

Plusieurs conseillers doutent de l'efficacité de ce dispositif.

Monsieur le Maire précise que cette participation est demandé à titre symbolique et que si ces travaux permettent un temps soit peu à la commune de Scy-Chazelles de voir un flux moins important de véhicules voulant éviter les carrefours de Moulins à certaines heures traverser le village, il est légitime de faire un geste dans l'intérêt des Sigéo-Castellois qui se plaignent de l'excès de circulation imputable aux difficultés de la traversée de Moulins. Par ailleurs, il demande au Conseil de reporter sa décision pour permettre une indispensable concertation avec les autres communes et pour que les conseillers aient le temps de prendre connaissance de l'étude transmise par la commune de Moulins.

12) ANIMATIONS ESTIVALES – RECRUTEMENT DES ANIMATEURS OCCASIONNELS

Rapporteur : Madame GAUGIN

Mme GAUGIN précise à l'Assemblée que cette délibération annule et remplace celle prise au dernier conseil. En effet, les services de la Préfecture ont demandé à ce que soit précisé dans la délibération le type de contrat d'engagement.

Comme l'an passé, les animateurs seront recrutés sous Contrat d'Engagement Educatif. Elle précise que le CEE qui est intégré au Code du Travail peut être conclu entre une personne physique et un organisateur d'accueils collectifs de mineurs (association, municipalité, communauté de communes etc...). Ce contrat permet à ceux qui en bénéficient de participer occasionnellement à des fonctions d'animation ou de direction d'un accueil collectif de mineurs à caractère éducatif à l'occasion de vacances scolaires, de congés professionnels ou de loisirs. Le titulaire de ce contrat ne peut travailler plus de 80 jours sous ce type de contrat sur une période de 12 mois consécutifs.

Leur rémunération journalière ne peut être inférieure à 2.20 x le SMIC horaire soit 19.40 € (SMIC = 8.82 € au 1^{er} juillet 2009).

Elle rappelle qu'il avait été décidé de les rémunérer de la façon suivante :

Les horaires seront de 9h à 17h soit 8h/j et le vendredi de 9h à 20h (réunion de fin de semaine).

Animateur BAFA

50€ brut/j réunion du vendredi soir comprise
Indemnité de camping extérieur : 25€ brut/j
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15€ brut/j
Indemnité pour la journée de préparation : 50 € brut
Indemnité diplôme de secourisme : 3€ brut/j

Stagiaire BAFA

40€ brut/j réunion du vendredi soir comprise
Indemnité de camping extérieur : 25€ brut/j
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15€ brut/j
Indemnité pour la journée de préparation : 40 € brut
Indemnité diplôme de secourisme : 3€ brut/j

Sans diplôme

30€ brut/j réunion du vendredi soir comprise
Indemnité de camping extérieur : 25€ brut/j
Indemnité de nuitée dans les locaux : 15€ brut/j
Indemnité pour la journée de préparation : 30 € brut
Indemnité diplôme de secourisme : 3€ brut/j

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

approuve les rémunérations telles que proposées.

Adopté à l'unanimité.

13) DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Rapporteur : Monsieur BRABLE

Monsieur BRABLE informe le Conseil que le Maire n'a pas fait application du droit de préemption urbain pour les biens suivants :

Terrain bâti section 3 n°137
Terrain bâti section 1 n°375/273, 376/273, 368/275

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

prend acte de la décision du Maire de ne pas faire application du droit de préemption urbain pour les biens ci-dessus énoncés.

Adopté à l'unanimité.

14) DIVERS

a. GrDF : Compte rendu d'activité 2008, Redevance pour occupation du domaine public et redevance de fonctionnement

Rapporteur : M. DHIOS

Comme tous les ans, le distributeur GrDF adresse aux communes un compte rendu d'activité. Ce document rappelle les faits majeurs et les actions qui ont marqué le dernier exercice. Il détaille le patrimoine des réseaux des communes, les principaux travaux réalisés et les investissements consacrés sur le territoire de chaque commune, et sur les départements de la Moselle et d'Alsace Bossue.(à l'est du Département).

M. DHIOS rappelle que le contrat de concession a été renouvelé en 1998 pour une durée de 25 ans.

Quelques chiffres marquants en 2008 :

- création GrDF (Gaz Réseau Distribution France) gestionnaire du réseau de distribution de gaz naturel le plus long d'Europe
- longueur du réseau MPB : 14 328 m (plus de fonte cassante)
- nombre de clients gaz : 956 (+7 en 2008)
- redevance de fonctionnement R1 : 1 439 €
- n°dépannage : 0 810 433 057
- Valeur totale du patrimoine concédé : 2 331 590 €
- Redevance d'occupation du domaine public communal : 492 €
- Appels de tiers pour sécurité gaz : 18
- Taux d'intervention en moins de 60 mn : 99.6%
- Interruption de fourniture pour 2 clients.

Développement durable avec le gaz naturel :

- émission de CO2 inférieures de 25 % à 50 % par rapport au fioul et charbon
- oxydes azote NOx inférieur aux autres combustibles
- soufre et particules quasi nulles

Pour plus de détails, M. DHIOS invite l'Assemblée à prendre connaissance du document complet en mairie.

i. Tarifs de l'accueil périscolaire pour la rentrée 2009/2010

Rapporteur : Mme ANTOINE

Mme ANTOINE informe le Conseil du maintien des tarifs de l'accueil périscolaire pour la rentrée 2009/2010. Elle précise que la société ESAT qui livre les repas n'a pas augmenté ces tarifs pour la prochaine rentrée.

ii. HAGANIS : Bilan d'activités 2008 et dossier d'information au public

Rapporteur : Monsieur QUINIO

M. QUINIO précise que ces documents sont à disposition en Mairie. Il informe du travail d'HAGANIS dans le domaine de l'environnement.

Traitement des déchets :

Le projet de loi relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement prend en compte une directive (n°2008/98/CE du 19 novembre 2008) qui établit la hiérarchie des priorités de la politique de gestion des déchets : la prévention, suivie du réemploi, du recyclage, des autres valorisations notamment la valorisation énergétique et enfin l'enfouissement qui est réservé aux déchets non valorisables, alors qu'il est le mode d'élimination majoritairement pratiqué en France.

En matière de déchets des ménages, la politique de réduction est une priorité qui prévaut sur les modes de traitement. Les quantités dirigées vers l'incinération ou le stockage (enfouissement) seront globalement réduites avec l'objectif d'une diminution de 15 % d'ici 2012.

Le contrôle de l'environnement

L'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation du Centre de Valorisation des déchets prescrit un plan de contrôle de l'environnement. Ainsi, 5 laboratoires indépendants sont attributaires du marché public pour les exercices 2006 à 2008. L'atmosphère, la nappe phréatique et la biosphère (sols, végétaux bio-indicateurs et végétaux consommables, lait de vache) sont contrôlés chaque année.

En dehors du cadre réglementaire, Haganis a fait effectuer plusieurs diagnostics complémentaires afin de préciser la répartition du plomb dans le secteur nord-est de l'agglomération. Ceux-ci permettent d'affirmer que ces teneurs sont indépendantes des émissions de l'UVE et correspondent à des événements identifiés (feux de batteries, câbles et matériaux divers ; site sous le panache de feux sauvages fréquents ; remblai de matériaux pollués).

Assainissement

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) entend favoriser la récupération de l'eau de pluie. Toutefois celle-ci n'est pas potable ainsi que l'eau des puits.

Eau de pluie

L'eau doit provenir de toits inaccessibles et non composés d'amiante-ciment ou de plomb et son usage est limité à l'alimentation des chasses d'eau et au lavage des sols. Le risque est double : risque de boire de l'eau non potable et risque de contaminer le réseau public. La mise en place de deux réseaux intérieurs dissociés et clairement identifiés est donc obligatoire. Le propriétaire de l'installation doit faire une déclaration en mairie.

Les puits

Un particulier qui souhaite réaliser un ouvrage de prélèvement d'eau souterraine pour un usage domestique (prélèvement inférieur à 1000m³ d'eau par an) a l'obligation de déclarer cet ouvrage avant le 31 décembre 2009 ou de déposer en Mairie son projet au plus tard un mois avant le début des travaux.

Il est tenu à des contrôles portant notamment sur la vérification de l'absence de connexion entre le réseau public et l'installation privée, et vise à assurer l'absence de risque de contamination du réseau public. Les frais de contrôle sont à la charge de l'abonné.

Le Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation aux usagers raccordables au réseau d'assainissement d'installer un dispositif de comptage de l'eau qu'ils prélèvent sur des sources autres que le réseau de distribution.

Le recyclage agricole

Les boues produites par HAGANIS constituent un amendement apprécié des agriculteurs. Le retour à la terre de la matière organique est la pratique de recyclage la plus naturelle et la plus traditionnelle. Ce recyclage est soumis à un plan d'épandage précisant les multiples paramètres des opérations, sur un espace strictement défini parcelle par parcelle.

HAGANIS est autorisé par arrêté préfectoral à valoriser en agriculture les boues issues de ses installations. La surface totale d'épandage est portée à 5 095 ha, la quantité de matière sèche épandue est limitée à 800 t par an.

La protection de la Seille par un bassin de retenue de pollution

Le projet d'un bassin de retenue de pollution sous la place Mazelle fait partie d'un programme de protection de la qualité de la Seille.

En effet, la Seille reçoit par fortes pluies, les débordements des réseaux unitaires qui mélangent les eaux de ruissellement avec les eaux usées. Ces surverses s'étagent principalement dans le centre ville entre le quartier du Sablon à la confluence avec le bras mort de Moselle.

Un bassin de stockage de 8500 m3 destiné à recevoir les surverses va donc être réalisé. Le coût d'ensemble du projet est de 10 millions d'euros HT.

Séance levée à 22 h 30

SCY-CHAZELLES, le 15 juillet 2009

La secrétaire de séance
Suzanne FLORI

Le Maire
Jacques STRAUB